



30 novembre 2017

Pour une retraite en sécurité!

**Retirez le projet de loi C-27! Cessez
d'attaquer les pensions à prestations
déterminées!**



Pour une retraite en sécurité!

- Retirez le projet de loi C-27! Cessez d'attaquer les pensions à prestations déterminées!
- Félicitations aux métallos de CEZinc!
- Les travailleurs de l'aluminium d'ABI à Bécancour rejettent massivement un régime de retraite à deux vitesses - *Entrevue avec Clément Masse, président de la section locale 9700 du Syndicat des Métallos*
- Les Canadiens demandent une nouvelle direction pour garantir des pensions à prestations déterminées pour tous - *K.C. Adams*

Luttons pour une retraite en sécurité!

**Retirez le projet de loi C-27! Cessez d'attaquer les
pensions à prestations déterminées!**

Les travailleurs des postes actifs et à la retraite des sections locales de Toronto et de Scarborough du

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), des travailleurs d'autres syndicats et leurs alliés ont tenu un rassemblement et une ligne de piquetage le 28 novembre à Toronto pour dénoncer le gouvernement libéral pour ses attaques contre les travailleurs et demander le retrait du projet de loi C-27.



S'il est adopté, le projet de loi C-27 va retirer les pensions des négociations que les travailleurs des postes vont bientôt entreprendre. Ceux-ci n'auront pas voix au chapitre sur le genre de régimes de retraite qu'ils ont car les pouvoirs de police du projet de loi C-27 vont remplacer les négociations par le diktat de l'État. Le gouvernement pourra ordonner à Postes Canada, par le biais du projet de loi C-27, de remplacer unilatéralement le régime à prestations déterminées par un régime à prestations cibles.[1]

La manifestation a eu lieu devant le lieu où se tenait la rencontre annuelle de l'Institut des administrateurs de sociétés dont le ministre des Finances Bill Morneau était l'orateur invité. Le projet de loi C-27 est une vraie manne de profits pour Morneau Shepell, la firme-conseil en matière de pensions qui appartient à la famille Morneau. Les participants à l'action ont dénoncé cela comme un conflit d'intérêts évident et du vol de grand chemin.



Jean-Claude Parrot, le président de l'Organisation nationale des travailleuses et travailleurs retraités des postes (ONTTRP) et ancien président du STTP, a dit que les travailleurs des postes ont toujours lutté pour défendre leur droit et le droit de tous les travailleurs de vivre et de travailler dans la dignité. Il a dit que le gouvernement Harper voulait convertir le régime de retraite à prestations déterminées des postes en un régime à cotisations déterminées, mais les travailleurs des postes se sont mobilisés pour l'en empêcher. Il a ajouté que lors des élections fédérales de 2015, les libéraux de Justin Trudeau ont promis de ne pas toucher aux régimes de retraite et voilà qu'un an après avoir pris le pouvoir ils déposent à leur tour le projet de loi C-27. Jean-Claude Parrot a dit que la lutte des postiers pour des pensions à prestations déterminées ne fait qu'un avec la lutte de tous les travailleurs pour une retraite en sécurité et il en a appelé à maintenir l'unité des travailleurs de tous les secteurs.

Au nom de l'ONTTRP, Peter Whitaker a dit que les travailleurs des postes actifs et à la retraite ne sont pas seuls à défendre les pensions des travailleurs. Il a mentionné la lutte courageuse que mènent les métallos de Hamilton dont les pensions et les avantages sociaux postérieurs à l'emploi ont été usurpés par US Steel avec son recours à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Il a dit que l'Alliance de la fonction publique du Canada et d'autres syndicats disent eux aussi « Ne touchez pas à nos pensions ! » Whitaker a fait remarquer que les libéraux de Justin Trudeau ont nommé Bill Morneau ministre des Finances sachant que lui-même et sa compagnie demandaient depuis longtemps que le gouvernement adopte une loi qui convertit les régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à prestations cibles afin de permettre aux compagnies comme Morneau Shepell de faire un grand coup d'argent. Il a appelé tout le monde à lutter pour défaire le projet de loi C-27 antiouvrier des libéraux.



D'autres orateurs ont eux aussi dénoncé le projet de loi C-27 et demandé la démission de Morneau et de Trudeau et le retrait de ce projet de loi qui s'attaque aux pensions. Ils se sont engagés à mener une action collective pour défaire les libéraux lors des élections fédérales de 2019.

Les passants ont appuyé l'action des travailleurs et plusieurs se sont arrêtés pour en savoir davantage et offrir leur appui.





Note

1. Pour de plus amples informations sur le projet de loi C-27, lire le numéro du 18 septembre 2017 de *Forum ouvrier*.



Félicitations aux métallos de CEZinc!



Assemblée des métallos de l'affinerie de Salaberry-de-Valleyfield le 26 novembre 2017

Forum ouvrier se joint à tous les travailleurs et à leurs alliés pour transmettre ses plus sincères félicitations aux métallos de CEZinc qui ont défendu leurs droits. Les membres de la section locale 6486 du Syndicat des Métallos de l'affinerie CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield, avec l'aide active de la communauté et de plusieurs autres alliés, ont défendu avec succès leur régime de retraite pour eux-mêmes et les travailleurs à venir.

En grève pendant neuf mois et demi, les 371 métallos de CEZinc ont maintenu leur position juste et honorable de défendre leur régime de retraite contre les attaques de ceux qui possèdent et contrôlent l'affinerie, le Fonds de revenu Noranda et le monopole mondial Glencore. La position prise par les métallos de défendre le droit des travailleurs présents et à venir à une juste réclamation à la valeur qu'ils produisent et à une retraite dans la dignité s'est méritée l'appui actif de la classe ouvrière et

d'alliés au Québec, au Canada et à l'échelle internationale. Ils ont déclenché la grève le 12 février et l'ont poursuivie jusqu'au vote de ratification du nouveau contrat le 25 novembre, qui ne comprend pas de concessions dans le régime de retraite.



Les travailleurs de l'aluminium d'ABI à Bécancour rejetent massivement un régime de retraite à deux vitesses

**- Entrevue avec Clément Masse, président de la section locale 9700
du Syndicat des Métallos -**



**Les travailleurs de l'usine ABI à Bécancour après le vote de rejet de l'offre de la compagnie
le 22 novembre 2017**

Le 22 novembre dernier, le jour où leur convention collective arrivait à terme, les 1030 travailleurs de l'usine d'aluminium ABI à Bécancour ont rejeté massivement l'offre de la compagnie d'introduire un régime de retraite à deux vitesses et de démanteler les arrangements contractuels actuels en ce qui concerne les mouvements de main-d'oeuvre pour créer des conditions de travail à deux vitesses. Les travailleurs ont décidé de ne pas partir en grève pour le moment et l'employeur n'a pas décrété de lockout jusqu'à maintenant. Il y a des pourparlers qui se déroulent en ce moment en présence d'un médiateur. Voici une entrevue que Forum ouvrier a faite suite à la tenue du vote avec Clément Masse, le président de la section locale 9700 du Syndicat des Métallos qui représente les travailleurs d'ABI.

Forum ouvrier : Combien de travailleurs travaillent à l'aluminerie ABI et que produisent-ils ?

Clément Masse : À l'usine ABI, on produit de l'aluminium primaire sous formes de lingots, de billettes et de plaques. L'usine a une production d'environ 450 000 tonnes par année. Elle est

possédée en partenariat par Alcoa (75 %) et Rio Tinto (25 %). Nous sommes 1030 syndiqués et l'usine comprend une centaine de cadres environ. Les syndiqués sont répartis en trois unités, qui font toutes partie de la section locale 9700 du Syndicat des Métallos. Ce sont : l'unité d'entretien, qui comprend environ 950 travailleurs, l'unité bureau et technique et l'unité des techniciens de laboratoire qui en comprennent respectivement environ 50 et 21.

L'usine ABI a un gros impact dans la région économiquement. L'usine est située sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, à Bécancour, mais elle a un impact dans toute la région, même sur la rive nord parce que 75 % des employés d'ABI vivent sur la rive nord. Il n'y a pas de grosse ville du côté de Bécancour alors que la ville la plus proche est Trois-Rivières sur la rive nord. Les gens souvent vont préférer habiter sur la rive nord pour les enfants et les écoles. L'usine fait travailler beaucoup de PME et de contracteurs. Il faut dire aussi qu'environ 1000 travailleurs qui ont un salaire moyen de 42-43 \$ de l'heure cela a tout un impact sur la région. S'il y avait un conflit chez nous, l'économie de la région s'en ressentirait.

FO : Tu as mentionné dans un communiqué que les négociations achoppent sur le régime de retraite et les mouvements de main-d'oeuvre. Peux-tu nous donner des précisions ?

CM : Il y a eu une tentative de négociation avancée en janvier. Nous avons fait beaucoup de travail, tenu des échanges avec l'employeur, mais la négociation a achoppé sur le régime de retraite. L'employeur a voulu établir un régime à deux vitesses. Il a mis cela sur la table. On a dit non, pas intéressé. La négociation s'est terminée là, au printemps.

On a alors commencé la négociation officiellement en septembre. Je dis officiellement parce que c'était 90 jours avant la fin de la convention collective, le 22 novembre une minute avant minuit. Nous sommes donc maintenant en période hors convention. Nous avons débuté les négociations en septembre, et nous avons tout de suite demandé à l'employeur de se positionner sur la question du régime de retraite. Leur position était et est toujours d'établir un nouveau régime de retraite pour les nouveaux engagés. Cela a mis un grand écart entre les positions des deux parties. En plus de cela, l'employeur a beaucoup de demandes en ce qui concerne les mouvements de main-d'oeuvre.

Chez nous il y a beaucoup de gens qui prennent leur retraite. L'usine a ouvert ses portes en 1986 et on a pratiquement tous été embauchés en même temps, entre 1986 et 1990. C'est à ce moment-là qu'il y a eu le boom de l'embauche chez ABI. Maintenant, on est dans une courbe où tout le monde est en train de partir à la retraite. Depuis 2012, notre dernier contrat, il y a eu presque 400 embauches, et il va y en avoir presque 400 autres d'ici 4-5 ans. Pratiquement toute l'usine va être renouvelée en une dizaine d'années.

La demande de l'employeur est de maintenir le régime actuel pour ceux qui sont là, et d'instaurer un nouveau régime de type RRFS (Régime de retraite par financement salarial) pour les nouveaux engagés. Nous sommes opposés à avoir deux régimes de retraite pour nos travailleurs.

Notre régime actuel est un régime à prestations déterminées. L'autre, c'est un RRFS, et dans l'offre, il n'y a pas de détails sur les conditions de ce régime. Tout ce que l'employeur dit, c'est qu'il cotiserait au régime et le reste est à bâtir, par exemple quelle serait la cotisation des travailleurs, quel serait l'âge de la retraite, etc. Ce qu'on sait cependant, c'est qu'avec un régime de type RRFS, c'est le travailleur qui assume le risque. Dans notre régime à prestations déterminées, s'il manque d'argent dans le régime, c'est l'employeur qui doit le mettre. Dans le RRFS, c'est le travailleur qui doit le mettre. Le risque est porté par les travailleurs. La seule obligation de l'employeur, c'est de payer sa cotisation, qui est fixe. C'est ainsi que le RRFS est défini par la loi.

L'employeur a aussi beaucoup de demandes sur la question des mouvements de main-d'oeuvre. On ne veut pas avancer sur ce terrain-là parce qu'ils veulent s'attaquer à nos conditions de travail. Dans la proposition qu'ils nous ont faite et qui a été rejetée massivement par nos membres, il n'y a pas de

respect de l'ancienneté. Ils veulent pouvoir embaucher des gens directement sur les postes vacants. Ils veulent geler des gens pendant 4 ans sur leur postes de travail, sans qu'ils puissent obtenir d'autres postes dans l'usine, des postes vacants.

Alors nous sommes bloqués sur la question du régime de retraite et nous sommes bloqués sur la question des mouvements de main-d'oeuvre.

FO : Sur quelle base le syndicat refuse-t-il ces deux demandes des propriétaires d'ABI ?

CM : Nous ne sommes pas d'accord par principe à ce qu'il y ait deux régimes pour les travailleurs. Dans notre vision des choses, tout le monde est dans le même régime et on avance tous en même temps. On s'est tout le temps battu pour cela, pour des conditions identiques. La même chose s'applique aux conditions de travail. On a des ententes sur les organisations de travail en vertu desquelles quand il y a un poste de vacant, l'employeur est obligé d'afficher le poste à l'interne. Si le poste n'est pas comblé, l'usine doit aller à l'embauche et la personne qui est embauchée fait partie du syndicat et travaille aux mêmes conditions que tout le monde. Quelqu'un qui est engagé et fait le même travail qu'un autre travailleur fait le même salaire. On s'est tout le temps battu pour que les gens qui travaillent aient les mêmes conditions. En 2004, quand on a fait la grève c'était pour cela aussi.

Nous avons bien expliqué à nos membres le danger que comporte le fait d'avoir deux régimes de retraites dans notre convention. Cela nous diviserait. Qu'est-ce qu'on ferait si dans 4 ans, les 400 nouvelles personnes ont un régime différent ? Dans les assemblées, il y aurait des conflits entre les travailleurs. C'est entre travailleurs qu'on va se disputer. Les 400 nouveaux diraient que nous les avons abandonnés quand nous avons renouvelé notre convention.

FO : Les travailleurs ont rejeté très massivement l'offre d'ABI sur ces deux questions.

CM : Ils ont rejeté l'offre de l'employeur et donné un mandat de grève à 97 % et le taux de participation a été de 90 %. La salle était pleine à craquer. Il y avait beaucoup de jeunes, beaucoup de nouveaux. Et la plus grosse unité, l'unité d'entretien, qui regroupe environ 950 travailleurs, a voté à 98 % contre l'offre et pour le mandat de grève.

Il n'y a jamais eu une assemblée avec autant de monde dans la vie du syndicat à ABI. Cela fait 30 ans que je travaille ici et je n'ai jamais vu quelque chose comme ça.



Les Canadiens demandent une nouvelle direction pour garantir des pensions à prestations déterminées pour tous

- K.C. Adams -

***Joignez-vous à la classe ouvrière dans des actions organisées pour
défendre les pensions que nous avons et lutter pour des pensions
à prestations déterminées pour tous !***

Les pensions sont attaquées au Canada. L'élite impérialiste au pouvoir a lancé une vaste campagne pour réduire le montant de la nouvelle valeur que les travailleurs produisent qui va dans les régimes de retraite. Au cours des trente dernières années, le transfert de la richesse sociale des pensions et des avantages sociaux des travailleurs vers les coffres privés des riches est sans précédent et il a

marqué la fin des garanties de pensions que la classe ouvrière a gagnées durant les batailles menées suite à la Deuxième Guerre mondiale.

La classe ouvrière résiste à l'assaut contre les pensions qu'elle a en ce moment et se bat pour le droit de tous à une retraite garantie à un standard canadien. Des campagnes sont en cours pour exposer et dénoncer l'attaque contre les pensions de même que le parasitisme et la corruption qui s'expriment dans la sous-traitance de l'administration des pensions et de l'investissement des épargnes des travailleurs à des tiers ayant des liens étroits avec l'élite impérialiste au pouvoir.



Des organisations se sont unies pour dénoncer et arrêter le projet de loi libéral C-27 de Trudeau/Morneau qui sape les régimes de retraite à prestations déterminées du secteur public et les remplace par des fonds d'épargne qui ne garantissent pas les prestations de retraite. Les Canadiens sont encore plus outrés face à l'hypocrisie flagrante et la corruption du ministre des Finances libéral, Bill Morneau, qui mène l'assaut contre les régimes de retraite du secteur public fédéral et des sociétés de la Couronne comme Postes Canada. L'entreprise que possède la famille de Bill Morneau, Morneau Shepell, va profiter directement des frais d'usager qu'elle demande pour administrer les soi-disant fonds d'épargne-retraite qui vont remplacer les régimes de retraite à prestations déterminées. Les membres actifs et retraités du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, de l'Organisation nationale des travailleuses et travailleurs retraités des postes et des membres de l'Alliance de la fonction publique du Canada et leurs alliés partout au Canada sont déterminés à bloquer le projet de loi C-27 et à défaire cette attaque contre les pensions à prestations déterminées administrées au niveau fédéral.

D'autres organisations de la classe ouvrière se sont unies pour exiger des changements immédiats à la législation sur les faillites, en particulier la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), pour les grandes entreprises. L'arrangement actuel permet une forme de vol légalisé de ce qui appartient de droit aux travailleurs, soit les prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui leur ont été promis.



Une étude publiée récemment par le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) montre que les entreprises, telle Sears qui a récemment déclaré faillite, peuvent délibérément laisser leurs fonds de retraite à prestations déterminées se détériorer, transférer l'argent aux administrateurs et aux actionnaires puis déclarer faillite en vertu de la LACC et se soustraire légalement à la responsabilité de rendre les fonds de pension pleinement capitalisés et capables de respecter la promesse de prestations déterminées. Un député du NPD à la Chambre des communes et ancien métallo de Stelco à Hamilton, Scott Duvall, a

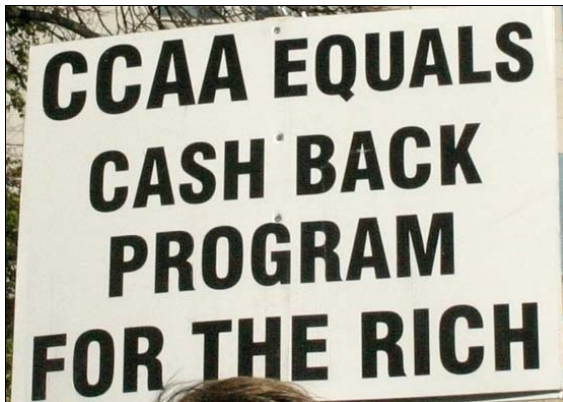
présenté un projet de loi d'initiative parlementaire avec l'appui et l'encouragement de la classe ouvrière pour mettre fin à cette pratique criminelle des grandes entreprises. Le gouvernement majoritaire libéral de Trudeau et l'opposition conservatrice n'appuient pas ce projet de loi.

Une étude du CCPA : La part du lion -- les régimes de retraite déficitaires et les paiements aux actionnaires des plus grandes entreprises du Canada

En plus de l'attaque des libéraux de Justin Trudeau contre les régimes de retraite du secteur public, l'étude du CCPA révèle l'existence d'une tendance lourde parmi les grandes entreprises à éliminer les retraites à prestations déterminées pour les nouveaux employés. Les régimes de retraite à prestations déterminées (PD) ont été conçus pour garantir des prestations de retraite à un certain niveau. Leur introduction a été une étape vers la garantie du droit de tous à un niveau de vie canadien à la retraite. Avant que les régimes de retraite à prestations déterminées ne soient créés, de concert avec le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, qui sont toujours inadéquats, les travailleurs canadiens devaient compter sur leurs épargnes lors de la retraite, ce qui les menait tout droit à la pauvreté. L'élimination des régimes de retraite PD et des autres avantages postérieurs à l'emploi est un recul vers la dépendance à l'égard des épargnes et l'appauvrissement accru des aînés.

L'étude du CCPA montre le déclin régulier des régimes de retraite PD, qui sont remplacés par diverses formes de régimes d'épargne sans garantie de prestations à la retraite. En même temps, les entreprises tendent à ne plus administrer les pensions en tant que responsabilité et à donner le service en sous-traitance à des entreprises comme Morneau Shepell qui demande des frais d'usager qui sont directement prélevés des pensions.

L'enquête du CCPA a révélé que les employés de seulement 39 des 60 plus grandes sociétés cotées en bourse au Canada ont toujours des régimes de retraite PD. En 2016, ces sociétés ont contrôlé 174 milliards \$ d'actifs de régimes de retraite PD. Les actifs des pensions combinées du secteur privé, dans tous les régimes de pension agréés du Canada, y compris les régimes de retraite PD et tous les régimes d'épargne-retraite tels les régimes à cotisations déterminées de compagnies et les RÉER se sont élevés à 537,39 milliards \$ en 2016.



Les régimes de retraite PD peuvent devenir déficitaires s'ils ne sont pas renfloués sur une base régulière par des revenus. Les régimes de retraite PD promettent certaines prestations de retraite et doivent avoir suffisamment d'argent qui provient directement des comptes de l'entreprise (bilan financier) ou du régime de retraite lui-même pour couvrir toutes les prestations de retraite prévues. Si la compagnie déclare faillite en vertu de la LACC comme dans le cas de Nortel, Sears et d'autres, ou si le régime de retraite PD est retiré du bilan financier par l'entremise de la LACC,

comme chez Stelco, ou s'il est simplement fermé pour une quelconque raison, les actifs existants dans le régime de retraite PD doivent être suffisants pour maintenir les prestations de retraite promises jusqu'à ce que tous les membres du régime soient décédés. Il n'y a jamais suffisamment d'argent dans la caisse de retraite puisqu'une entreprise qui planifie de déclarer faillite ou de retirer le régime de retraite PD du bilan financier, ou le liquider, veut utiliser le déficit d'une caisse de retraite existante comme une des excuses pour le faire et utiliser les revenus à d'autres fins. Les entreprises arrêtent généralement de mettre les revenus nécessaires dans le régime de retraite bien avant son effondrement. Les revenus vont plutôt dans les poches de ceux qui possèdent et contrôlent l'entreprise.

L'étude du CCPA révèle que les caisses des régimes de retraite PD des 39 plus grandes entreprises ont affiché en 2016 un déficit global de 10,8 milliards \$ comparativement à un déficit de 6,6 milliards \$ en 2015. Plutôt que de mettre l'argent nécessaire dans les caisses de retraite en 2016 pour

les capitaliser ou au moins freiner le déficit qui s'aggrave, ces entreprises ont collectivement décidé d'utiliser les revenus disponibles que produisent leurs travailleurs pour payer les énormes réclamations des dirigeants et administrateurs et donner 46,9 milliards \$ aux actionnaires.

Au cours des six dernières années, ces 39 régimes de retraite PD ont toujours été déficitaires et pourtant ceux qui les contrôlent ont versé des dividendes aux actionnaires allant de 31,9 milliards \$ en 2011 à 46,9 milliards \$ en 2016. Ces 39 sociétés ont transféré quatre fois plus de revenus aux actionnaires que le montant nécessaire pour financer entièrement leurs régimes de retraite PD. L'étude montre que 25 de ces régimes PD auraient pu être entièrement financés avec ce qui est versé en moins d'un an en dividendes aux actionnaires. Le manque à gagner dans 18 de ces régimes de retraite PD pourrait aujourd'hui être entièrement comblé avec seulement 13 % de ce qui a été versé aux actionnaires pendant ces six années.

L'étude révèle ce qu'elle qualifie de situation « curieuse » en ce sens que les régimes de retraite PD qui sont dans le plus mauvais état, possédant moins de 80 % des fonds nécessaires pour maintenir les prestations en cas de liquidation, pourraient être entièrement financés avec seulement 6 % des dividendes versées aux actionnaires depuis 2012.

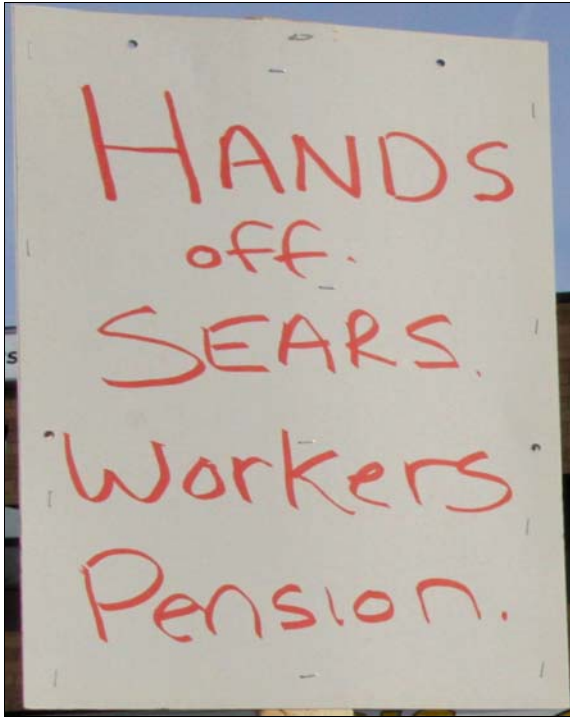
Le CCPA écrit : « La réglementation des régimes de retraite PD fédéraux et provinciaux ignore délibérément ce que les employeurs font de leur revenus d'affaires en autant que les paiements de solvabilité minimaux requis sont faits. Autrement dit, les décisions d'affaires plus larges sur des bénéfices non répartis sont traités comme une sorte de « boîte noire » à des fins de réglementation des pensions. Dans certains cas, cela peut créer un 'danger moral' dans lequel les entreprises voient un intérêt à verser des montants aux actionnaires et aux directeurs et à laisser aussi peu d'argent que possible dans les régimes dont ils pourraient éventuellement se débarrasser par la restructuration et l'insolvabilité.



(Les « paiements requis » sont régulièrement adoucis comme c'est le cas en Ontario avec la Loi sur les entreprises « trop grosses pour faire faillite » qui permet aux plus grandes d'entre elles de retarder leurs paiements de solvabilité dans les régimes PD. Chez Stelco, des règlements ont été mis en place lorsque l'entreprise a émergé de la LACC en 2006, lesquels restreignaient les versements de dividendes aux actionnaires tant que le régime PD était déficitaire. US Steel a demandé que ces restrictions soient levées et l'élite dirigeante s'est empressée de dire oui. - *Note de FO*).

Manoeuvre dégoûtante et vol des pensions et des avantages sociaux des travailleurs chez Sears Canada Inc.

L'étude du CCPA se penche sur le cas de Sears Canada, qui montre comment les propriétaires américains ont retiré de la valeur du Canada et laissé le régime de retraite PD et la compagnie elle-même s'effondrer.



Le CCPA écrit : « C'est commun maintenant de voir des filiales canadiennes être prises d'assaut par les maisons-mères américaines, et les retraités canadiens (en plus des fournisseurs et des tribunaux) obligés de ramasser les morceaux dans une faillite. L'annonce récente que Sears Canada va fermer tous les magasins encore ouverts suite à son insolvabilité laisse un manque à gagner de 267 millions \$ dans son régime de retraite PD dans un cas de terminaison du régime.

« Depuis 2010, Sears Canada a versé 1,5 milliard \$ à ses actionnaires en dividendes et en rachat d'actions. Autrement dit, Sears Canada a payé cinq fois et demie à ses actionnaires ce qu'il en aurait coûté pour effacer entièrement le déficit de son régime de retraite à prestations déterminées.

« Alors que Sears est en train de liquider toutes ses installations canadiennes, ce sont les retraités

canadiens qui devront ramasser les morceaux de cette décision. »

La destruction des régimes PD signifie un plus grand transfert de valeur réelle et potentielle de la classe ouvrière vers la classe non travailleuse, la classe de ceux qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée

Selon la recherche menée par le CCPA, le nombre de travailleurs enrôlés dans les régimes PD depuis 30 ans a baissé, de près de 50 % de la main-d'oeuvre au quart de celle-ci et un grand nombre des travailleurs qui y demeurent sont dans le secteur public. Il y a trois millions de travailleurs du secteur public dans les régimes de retraite à prestations déterminées et un million du secteur privé. Moins d'un travailleur sur dix du secteur privé est membre aujourd'hui d'un régime PD. Chose non surprenante, la prochaine cible de l'élite impérialiste dirigeante est le secteur public. Le gouvernement fédéral de Justin Trudeau et Bill Morneau a lancé une attaque directe contre les régimes du secteur public et des sociétés de la Couronne avec son projet de loi C-27 que les travailleurs sont déterminés à bloquer.

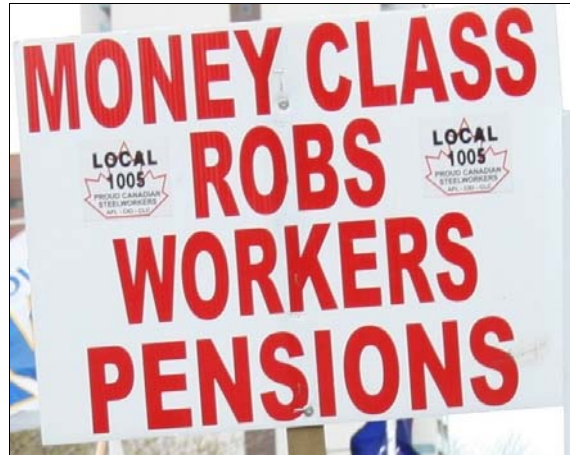
Presque tous les nouveaux régimes de retraite dans le secteur privé aujourd'hui sont des régimes à cotisations déterminées (CD) de diverses variantes dans lesquels les prestations de retraite sont incertaines, pour employer un euphémisme, et peuvent facilement se tarir. De nombreuses entreprises qui ont encore un régime PD en excluent les nouveaux engagés. Plusieurs travailleurs qui ont des régimes d'épargne-retraite et qui connaissent des difficultés hors de leur contrôle à cause du chômage, de blessures ou de maladies graves, encaissent leurs épargnes CD ou d'autres épargnes-retraite pour joindre les deux bouts. Ils se laissent ainsi à découvert quand vient le temps de la retraite, devant s'appuyer sur le seul Régime de pensions du Canada et le Supplément de revenu garanti qui sont entièrement inadéquats.

Le CCPA écrit : « La tendance actuelle à s'écarter des régimes PD au profit des régimes CD fait partie d'une redirection plus large des revenus des entreprises des travailleurs vers les actionnaires. Ce processus reflète le changement de pensée du monde des affaires qui s'est effectué ces dernières décennies et qui vise à mieux aligner la prise de décisions des dirigeants d'affaires sur les intérêts des actionnaires au détriment d'autres parties constituantes de l'entreprise comme le travail. »

Les attaques contre les régimes PD sont un trait de la lutte de classe en cours qui oppose la classe

ouvrière et la classe non travailleuse, ceux qui possèdent et contrôlent les secteurs de base de l'économie socialisée et l'État. L'enjeu de cette lutte est l'objectif et la direction de l'économie et comment utiliser la valeur que les travailleurs produisent. L'étude du CCPA montre clairement que les problèmes que vivent les régimes de retraite à prestations déterminées ne sont pas causés par un manque d'argent, mais ont rapport avec l'objectif et la classe sociale qui contrôle l'économie et l'État et a le pouvoir d'utiliser la valeur que les travailleurs produisent pour servir son objectif.

En ce qui concerne la classe ouvrière, la lutte pour défendre et étendre ses réclamations à la valeur qu'elle produit fait partie de son objectif immédiat ou tactique dans la lutte de classe qu'elle mène contre la classe non travailleuse. L'objectif à long terme ou stratégique de la classe ouvrière est de s'emparer du contrôle de l'ensemble de la valeur qu'elle produit pour la distribuer et satisfaire et garantir le bien-être et la sécurité de tous de la naissance à la mort, assurer la reproduction élargie ininterrompue de l'économie par l'harmonisation des moyens de production socialisés avec les rapports socialisés de production, et garantir à l'intérêt général de la société la valeur nécessaire pour que la voie soit ouverte à l'émancipation complète de la classe ouvrière et à l'élimination des classes sociales.



La défense des pensions actuelles des travailleurs et la lutte pour des pensions à prestations déterminées pour tous font partie de la lutte de classe tactique qui se mène pour élever le niveau de vie de tous par de meilleurs salaires, avantages sociaux, pensions et conditions de travail pour tous les travailleurs, pour arrêter de payer les riches et augmenter les investissements dans les programmes sociaux.

Comment mener cette lutte de classe avec succès est une question d'apprendre l'art de la guerre en le pratiquant, d'organiser la politique pratique de la classe ouvrière et de mobiliser les travailleurs pour qu'ils s'engagent dans des actions avec analyse à la défense de leurs droits et de leurs réclamations à la valeur réelle et potentielle qu'ils produisent. Un aspect important de l'objectif tactique de la classe ouvrière à la défense de ses droits dans l'ici et le maintenant c'est d'organiser et de renforcer ses institutions, sa politique et sa voix indépendantes. Joignez-vous aux institutions indépendantes et à la lutte de classe organisée de la classe ouvrière pour ses objectifs tactiques et stratégiques !

Forum ouvrier est une voix que possède la classe ouvrière pour faire progresser ses objectifs tactiques et stratégiques. Lisez *Forum ouvrier*, discutez-en, écrivez pour le journal et distribuez-le.

(Pour lire le rapport complet du CCPA - en anglais - cliquez [ici](#))



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca